

Journée d'études sur le retour du loup en Région Wallonne.

## **Vivre avec ces animaux qui font débat. Quelques pistes de réflexion issues de la sociologie de l'environnement.**

**Dr. Dorothee Denayer – Ulg SEED**

Le SEED est un laboratoire ancré dans les sciences sociales, nous nous intéressons notamment aux rapports science/société, ou encore aux dynamiques de transitions écologiques. Je travaille pour ma part sur la gestion de la nature en générale et particulier celle de la grande faune.

Je suis particulièrement intéressée par l'exploration de l'écart souvent constaté entre dimension « normative » et dimension « performative » de la gestion de la nature. C'est-à-dire la distance qu'il peut y avoir entre les plans et les situations de terrain. Comment interpréter cet écart, peut-on le réduire ? Et sinon, comment travailler avec lui ?

Je ne m'intéresse que depuis très récemment au loup directement. Mais j'ai depuis 10 ans eu l'occasion de travailler sur l'ours, le castor ou encore très récemment d'accompagner un très mémoire sur le blaireau. En menant ces recherches j'ai inévitablement été nourrie d'un point de vue théorique par les nombreuses publications scientifiques qui entourent le retour du loup en France ou encore sa présence problématique en Espagne.

Mais je m'intéresse surtout au loup aujourd'hui, **pour sa potentielle présence créative** immense dans le monde naturel et dans le monde social. En effet, quoi qu'on dise sur son naturel prétendument discret, il faut bien constater que partout où il est présent et partout où il fait son retour, le loup fait bouger les lignes, naître des collectifs (nous en sommes la preuve vivante !), il suscite ou révèle des alliances, des malentendus.

Comme vous aujourd'hui, face au redéploiement du loup en Europe, je me pose de nombreuses questions :

Comment la situation va-t-elle évoluer ? Les gestionnaires de la nature sont variés : forestiers, chasseurs, éleveurs, agriculteurs, monde associatif, etc. quoi qu'on en dise, le retour d'un tel animal va modifier la routine de travail de chacun. Il produit certainement déjà ces effets aujourd'hui, alors qu'il n'est pas encore vraiment là.

Peut-on anticiper les problèmes ? Comment préparer le terrain ?

Je suis chercheuse. Je ne prétends pas dire aux acteurs de terrain ce qu'ils doivent faire. Je leur propose juste de prendre le temps de se poser quelques questions. Je vous propose cette idée que l'on peut améliorer l'action d'abord en étant lucides et réflexifs sur ses propres repères. En se posant quelques bonnes questions, même si elles nous mettent parfois mal à l'aise.

Je voudrais lancer le débat en passant en revue avec vous quelques uns des **mythes rationnels** - et je vais tout de suite définir cette notion – qui entourent selon moi la gestion de la nature en Europe Occidentale.

Cette notion nous est proposée par Armand Hatchuel qui travaille sur des questions d'organisation collective et est professeur à l'Ecole des Mines de Paris.

Il souhaite attirer notre attention sur le fait que, pour agir collectivement, nous devons à un moment donné laisser de côté les détails et les soucis des situations réelles pour formuler des manières de faire générales. Petit à petit, ces manières de faire sont confirmées comme des bonnes recettes. Elles nous servent alors de guides pour l'action, elles sont alors devenues des conventions. Les conventions sont bien utiles, pour ne pas à chaque fois réinventer la roue, on se base sur de bonnes vieilles recettes. Mais ces « mythes rationnels » si rassurants perdent de leur pertinence lorsque se présente une situation inédite source de problèmes nouveaux. En matière de gestion du vivant, ils trouvent leurs limites face à un problème aussi complexe que le retour d'un prédateur en Belgique qui en est absent depuis plus d'un siècle.

Quels sont les mythes que je vous propose de requestionner, de rebousculer :

- **le mythe de l'animal-type** dont on connaîtrait une fois pour toutes les mœurs, les modes d'interaction avec les autres espèces, qui serait pareil à lui-même en tout lieu et en tout moment. Ce mythe c'est celui de l'espèce comme repère pour penser la gestion. Je vous proposerai de lui préférer le concept de mode d'existence.
- **le mythe d'une gestion qui passe par des normes stables, voir définitives.** Nous verrons en effet que les normes sont des constructions sociales inscrites dans des histoires et qu'elles ne doivent pas détourner notre attention des vraies situations de terrain qui les débordent le plus souvent. Je vous inviterai à les envisager

pour ce qu'elles sont, à savoir un outil parmi d'autres, perfectible et toujours susceptible d'évoluer.

- **le mythe de la coexistence harmonieuse et win-win** autour d'une nature comme un bien commun. Non la nature n'est pas que bien être, oui la nature peut être une nuisance pour certains acteurs et le travail des gestionnaires consiste le plus souvent à tenter de prendre parti à la fois pour les uns et pour les autres.
- **le mythe de la controverse comme un problème d'éducation et une perte de temps.** Je vous expliquerai comment certains chercheurs ont mis en évidence que les controverses sont des processus importants dans nos sociétés démocratiques et comment elles participent à la définition de l'intérêt général et sont sources d'apprentissages pour tous.
- enfin, si j'ai le temps, **le mythe de la communication objective et transparente.** Nul professionnel n'est dispensé de rendre compte de son travail, et ce à des publics souvent variés. Des comptes rendus à chaque fois différents. Plus de communication ne signifie certainement pas moins de malentendus...

## **1. Le mythe de l'animal-type idéalisé**

La gestion de la nature est inscrite dans des situations concrètes, pas dans des guides naturalistes. Pourtant, ici en Occident, dans notre monde naturaliste, nous avons pris l'habitude de penser les non-humains en termes d'espèces. Chacun d'entre nous est tenté de définir « le » loup avec un grand « L » c'est-à-dire :

- sans personnalité individuelle, intentionnalité propre
- sans lieux (le même partout)
- et sans histoire (le même en tout temps, ce sont seulement nos interprétations de lui qui évoluent).

Or, le loup concret, celui qu'il faut gérer sur le terrain, avec lequel il faut vivre est souvent bien différent de cette définition type.

Pour dépasser ce mythe :

## **2 idées principales :**

- **Les non-humains sont instaurés dans des modes d'existence différents par différents acteurs dans des lieux, des histoires, des projets spécifiques, situés, variés. Il n'y a pas une définition idéale du loup mais plusieurs définitions peuvent coexister et aucune d'entre elle n'est figée.**
- **Les non-humains résistent aux définitions-type de tous poils, ils se font passeurs de frontières, voir vont jusqu'à revendiquer un traitement individualisé...**

**Cette notion de mode d'existence (Souriau, Latour et Stengers) :**

**Par notre/votre/leur travail nous faisons exister le loup pour lui-même - c'est-à-dire lui attribue une identité - mais également dans une multitude de liens avec d'autres acteurs humains et non-humains.**

« Nul ne parle de l'animal sans parler de soi » nous dit Isabelle Mauz dans sa thèse de doctorat. En évoquant le possible retour du loup, la manière dont chacun se positionne en dit long sur des enjeux qui dépassent de loin le strict retour du prédateur. Autrement dit, il est impossible aujourd'hui de parler du loup - ou plus largement de gestion des espèces sauvages en région wallonne - sans parler d'aménagement du territoire, de politique agricole commune, d'évolution des pratiques de chasses, etc. La manière dont les associations et les biologistes parlent du loup en dit long sur eux également, leurs connaissances, leurs combats, leurs valeurs. Et s'ils sont souvent les premiers porte-paroles de la nature aujourd'hui, ils ne sont bien évidemment pas les seuls pour qui elle existe, pas les seuls qui peuvent parler d'elle. S'intéresser aux différents modes d'existence du loup, c'est se pencher sur les processus par lesquels différents acteurs le font exister, parle de lui, l'incluent dans leurs projets.

Se pencher sur les différents modes d'existence du loup, c'est se demander pour qui et comment, à un moment donné et où, le loup a pu être un animal nuisible. Pour qui et comment, à un moment donné dans l'histoire, parce que cela faisait sens alors qu'il devenait de plus en plus rare et parce que des acteurs y ont activement travaillé, le loup a pu devenir un animal protégé. Et c'est se demander pour qui et comment, demain, par la force des choses, il sera peut-être officiellement un animal géré à l'échelle européenne.

Vous allez me dire : à quoi cette notion sert-elle au de-là du constat qu'il existe différentes manières de vivre et de pratiquer avec une espèce ? Voici quelques idées importantes auxquelles je vous invite à réfléchir, à être attentifs :

**La première :** Il n'y a pas de mode d'existence idéal susceptible de prendre le pas, une fois pour toutes, sur tous les autres. Pas de loup idéal. Et ce d'abord pour des raisons pragmatiques. Bien sûr, chacun de son côté peut avoir sa définition idéale du loup. Et chacun peut tenter de convaincre d'autres d'accepter sa propre définition. Mais en réalité le jeu reste toujours ouvert, jamais clôturé, il n'y a pas de mode d'existence qui s'impose une fois pour toutes, il n'y a que des définitions (certaines sont encore potentielles) qui s'affrontent à l'infini (Mougenot et Strivay) surtout face à des espèces qui nous encomrent et nous chamboulent. C'est ainsi que Sophie Bobbé et André Micoud définissent ce qu'ils appellent les « animaux à problèmes » en soulignant deux modes d'existence (parmi tant d'autres) : des animaux qui cumulent une forte mobilisation – récente à l'échelle de l'histoire naturelle et culturelle du loup - pour sa protection de part de nombreux naturalistes et scientifiques appuyés par des normes européenne ET un mode d'existence beaucoup plus ancien mais peut-être aussi futur et que l'on ne peut nier d'espèce potentiellement problématique pour les activités humaines.

Ces deux modes d'existence des animaux à problèmes sont portés par des acteurs différents et on peut fortement douter que l'un prenne jamais le pas définitivement sur l'autre. Alors il faut constater qu'ils existent et entre eux chercher des compromis, des zones de diplomatie.

**La seconde :** Les modes d'existence sont inscrits dans des lieux et dans des histoires. La cohabitation se construit dans des lieux et des histoires, pas sur base de définitions générales et abstraites. Ces définitions sont utiles et nous reparlerons juste après du rôle des « normes », mais elles sont potentiellement problématiques car trop réductrices. Quand on dit qu'il faut mieux connaître pour mieux gérer on devrait préciser mieux connaître non pas de manière générale et abstraite mais de manière située, territorialisée. De la connaissance concrète c'est à dire qui prend sens, qui prend substance et épaisseur dans la réalité, pas de la connaissance réduite à sa portée générale!

**Troisième idée :** Les histoires naturelles et socio-culturelles sont totalement interdépendantes (Mougenot et Strivay) même si cela a tendance à nous échapper à nouveau dans nos sociétés du grand partage entre nature et culture. Vous ne pouvez pas comprendre l'histoire de

l'humanité si vous ne vous penchez pas sur la présence créative des animaux dans nos sociétés. Dans leur travail (sur le castor ou encore sur le lapin), Lucienne Strivay et Catherine Mougenot ont mis en évidence comment certaines espèces chassées puis élevées pour leurs fourrures ont permis l'avènement et la chute de civilisations entières. Mais de manière beaucoup plus micro- également, les hommes et les animaux « deviennent ensemble ». C'est à la faveur d'un revirement de son statut juridique dans les années 70 que le loup a petit à petit recolonisé différentes régions d'Europe. Mais, le changement du statut d'une espèce sauvage n'a pas des répercussions que sur cette dernière. Partout où le gibier, le nuisible, est devenu protégé, ce sont des pratiques traditionnelles de chasse qui ont été dénoncées et les héros d'hier, ceux qui avaient fait de la chasse à l'ours ou au loup leur gagne-pain sont devenus des braconniers. Ceci complique bien évidemment l'« entreprise de patrimonialisation » (Mauz à propos du bouquetin) de cette espèce lorsqu'elle entre potentiellement en concurrence avec d'autres formes de patrimoine : cynégétique, pastoral, etc. S'intéresser aux modes d'existence qui sont instaurés par les acteurs c'est évoquer des processus toujours en cours, un « devenir ensemble » qui se construit et qui lie des humains et des non humains dans une trajectoire, une histoire toujours en cours, toujours ouverte.

Certaines associations, certaines équipes de suivi, certains collectifs d'opposant également doivent par exemple leur existence même au retour de l'ours dans les Pyrénées. Ce sont bien des processus sociaux. A l'inverse, c'est bien à la suite d'une mobilisation sociale que l'ours est revenu. L'ours n'y est pas revenu uniquement parce que la Convention de Berne l'imposait. L'ours est revenu parce que localement des acteurs s'étaient fédérés en association, parce qu'ils ont souhaité le retour du prédateur. Le retour de l'ours en Pyrénées, celui du loup dans les Alpes c'est également le retour relatif des bergers qui étaient en voie de disparition dans une montagne sans prédateurs. Mais les bergers en Pyrénées ne sont plus tout à fait les mêmes, certains d'entre eux sont aujourd'hui équipés d'antennes réceptrices leur permettant de repérer des ours équipés d'émetteurs. Les ours eux mêmes ne sont plus tout à fait les mêmes : ils ont des gènes slovènes. C'est donc une histoire qui entremêle dimensions naturelles et dimensions humaines qui se construit et se poursuit, dont personne ne peut prédire exactement le cours.

Différentes définitions du loup s'affronteraient donc sans fin et continueraient d'évoluer, de s'enrichir sans cesse de nouvelles expériences, produisent de nouvelles organisations sociales, etc. Tout ceci est bien anthropocentré me direz vous ! Et bien non, contrairement au concept de représentation, le concept de mode d'existence accepte, accueille la présence créative des

non-humains vivant en suivant leurs initiatives, les surprises qu'ils nous réservent. Ils répondent à nos propositions de manière tout à fait active.

Les animaux sont des êtres passeurs de frontières qui se révèlent toujours partiellement imprévisibles malgré tous les efforts que nous faisons pour les maîtriser. Ils nous jouent des tours, nous font des surprises, ne cessent de transgresser les cases dans lesquelles on les rangent. C'est ainsi que les éléphants du parc national d'Amboseli - alors que tout le monde s'accordait pour dire que c'était une fois pour toutes des animaux migrants - ont décidés plus ou moins du jour au lendemain, pour toutes sortes de raisons, de stopper leurs migrations. C'est ainsi que suite à la crise de la vache folle et aux mesures sanitaires prises par l'Europe des milliers de vautours espagnols n'ont plus eu accès aux carcasses de porcs industriels et qu'on les a aperçus affamés s'en prendre à des animaux d'élevage pas tout à fait mort alors que tout le monde s'évertuait à affirmer que c'était des charognards stricts.

Les modes d'existence nous invitent à prêter attention à des définitions qui évoluent – souvent de manière territorialisée et pas de manière générale et abstraite - sous l'impulsion d'humains et de non-humains qui ont leur destin en main.

## **2. Le mythe de la gestion par les normes stables voir définitives**

Les normes (statuts juridiques, règles lois) sont bien sûr nécessaires et utiles pour rythmer la vie en commun. Elles ont pour fonction de stabiliser le monde, de le rendre prévisible, pour nous permettre d'agir dans une forme de sécurité collective. Les normes et les statuts sont nécessaires à la vie en commun et c'est cette vie en commun, la définition de l'intérêt général qui l'accompagne qui est finalement l'objectif de toute concertation autour du retour du prédateur. De quelles normes les loups ont-ils besoin ? Comment peuvent-ils susciter une définition de l'intérêt général qui leur laisse une place ?

Il faut d'abord être attentifs au fait que les normes sont des constructions sociales situées dans des histoires qui changent :

S'agissant du réensauvagement de l'Europe, lorsque l'on se penche sur les différentes contributions nous présentent trois périodes associées à trois types de normes:

(1) la première période précède le milieu du XX<sup>ème</sup> siècle en Europe : l'hostilité des populations rurales à l'encontre des prédateurs a raison d'eux de même que la destruction progressive des habitats, les animaux sauvages sont alors chassés, détruits, c'est une période sans gestion protectrice de la faune sauvage: le rapport au sauvage dans les normes est exclusivement pensé en termes cynégétique ou agricole. C'est là la place réservée aux animaux sauvages dans la définition de l'intérêt général. Dans les normes, le loup a alors deux statuts possible : gibier (statut associé aux activités cynégétiques) ou nuisible (statut associé aux activités agricoles). L'enjeu de les protéger n'existe pas encore.

(2) Micoud et Bobbé le soulignent, d'un point de vue normatif, les choses changent à partir de la deuxième partie du 20<sup>ème</sup> siècle quand les normes de protection de la nature apparaissent. En réalité le changement normatif est le résultat d'une entreprise de patrimonialisation qui débute, dès le début du 20<sup>ème</sup> siècle, dès les premiers constats de rareté. Et ce sont bien souvent ceux que l'on présentaient comme les ennemis directs des prédateurs, à savoir les chasseurs de primes, chasseurs d'ours et de loups récompensés par les états pour « éradiquer » les nuisibles qui furent les premiers à se mobiliser : c'était leur gagne pain qui était menacé. Par la suite, avec le développement de l'écologie notamment, un nouveau mode d'existence du loup est porté par un discours scientifique et militant qui porte une vision positive de son rôle dans la nature. Apparition d'une troisième catégorie ou norme, d'une troisième voie pour cette espèce, celle d'espèce protégée, qui parce que portée par la science devrait dans l'esprit des experts et autres porte-paroles de la nature, s'imposer en tous lieux et en tout temps : leur mode d'existence idéal.

Les conflits qui avaient du sens au cours de la première période portaient surtout sur la question de savoir à qui appartient la campagne, qui a sa place et où. Or cette question, cet enjeu perd de son sens à partir du moment où les prédateurs deviennent rares et où il n'est plus nécessaire de partager la campagne avec eux. Ce qui fait dire à Micoud et Bobbé que la période de la campagne disputée laisse place à celle de la campagne domestiquée.

La troisième voie, celle de la protection des espèces devenues rares apparaît puis s'impose ensuite dans un contexte où la suprématie de l'homme n'est plus remise en question par les prédateurs, le combat est trop déséquilibré. C'est un paradoxe important : la troisième voie, celle de la protection stricte de ces espèces autrefois considérées comme nuisibles, ne



s'impose que lorsque les espèces sont suffisamment rares et donc lorsqu'il n'est plus nécessaire de vivre avec elles, de faire des compromis avec elles.

Ces catégories, nous les considérons comme gravées dans le marbre, une fois pour toutes...

(3) Or l'histoire, elle continue. Déprise agricole, de nombreux milieux convenant au loup se recréent lui permettant de faire son retour. La situation française montre qu'en 2014 l'accroissement des territoires occupés par le loup et des effectifs de population sont de l'ordre de 20 pourcent (Benhammou) par an en moyenne, et ce malgré un braconnage caché mais avéré (Guillaume Chapron) qui fait dire à Micoud et Bobbé que la campagne domestiquée laisse petit à petit place à celle d'une nature réensauvagée mais gérée.

On assisterait ainsi pour de nombreuses espèces à cette même succession de périodes qui les voient évoluer de la rareté à la prospérité encombrante (comme le bouquetin de Mauz). Face à cela les normes ne peuvent rester immobile, inchangées, elles doivent évoluer.

Le travail des militants et des entrepreneurs de patrimonialisation a porté ses fruits, il devrait d'après Laurent Mermet laisser place au travail des gestionnaires. Encore faudrait-ils qu'ils l'acceptent. Laurent Mermet nous dit ainsi : le retour du loup implique – à l'échelle de l'Europe - une gestion émergente et active. Autrement dit, il faut réviser nos normes qui ne collent plus à notre réalité.

Les acteurs de terrain de la protection, de la gestion imaginent déjà localement et dans l'action des manières d'avancer à la faveur des normes obsolètes et parfois malgré elles.

Nous sommes aujourd'hui, avec le retour d'espèces architectes des écosystèmes comme le loup ou le castor, confrontés aux incohérences portées par ces définitions qui ne suffisent plus depuis que les animaux sauvages réinvestissent nos contrées. C'est ainsi que le castor est aujourd'hui toujours intégralement protégé en Belgique. Dans les textes il n'est pas autorisé de déplacer des animaux, ni même de démonter des barrages. C'est la norme, sans lieux et sans histoire. Mais la gestion je vous le disais se joue dans des situations concrètes et spécifiques. Et les normes sont parfois incohérentes. C'est ainsi que les agents techniques de la province du Luxembourg belge nous ont expliqué être tenu par la loi sur la gestion des cours qui leur impose comme mission d'assurer l'écoulement de l'amont vers l'aval, d'éliminer tout obstacle à cet écoulement. Ils sont ainsi pris entre deux normes contradictoires : l'une qui leur donne l'injonction de

déplacer des castors et l'autres qui leur interdit de le faire. Alors, leur travail au jour le jour consiste à demander des dérogations à la loi sur la conservation de la nature et à démonter des barrages bien que cela soit interdit par la norme. Parce que dans certains lieux, dans certaines histoires c'est indispensable.

**Le constat peut être élargi : dans de nombreux cas d'espèces problématiques, la gestion n'est pas officielle, mais le braconnage est pratiqué. L'animal n'est plus classé comme nuisible puisque devenu trop rare, pourtant aujourd'hui il est à nouveau vécu comme tel par certains éleveurs. L'animal n'est plus un gibier, pourtant dans le cas de l'ours en Pyrénées les accidents de chasse se multiplient et ont un impact démesuré sur une population relictuelle. Cela ne cadre pas avec la norme, mais cela est déterminant : les normes sont débordées par les pratiques.**

### **3. Le mythe de la coexistence harmonieuse et win-win**

Si les acteurs de terrain bricolent c'est également parce qu'aujourd'hui, aux compétences bien souvent avant tout techniques qui sont les leurs de part leurs formations, viennent s'ajouter des missions relatives à la cohabitation entre espèces encombrantes et activités humaines. Oui, il faut essayer de trouver des compromis pour cohabiter. Mais comment fait-on cela, concrètement ? Il s'agit de dépasser l'idée d'un patrimoine naturel comme un bien commun pour aller au-delà et s'intéresser à un monde commun (Larrère et Larrère, Penser et agir avec la nature).

Pour prendre soin des espèces sauvages, il faut prendre soin également des humains qui ont à vivre avec elles. Face au poids des clivages – pour ou contre- les acteurs de terrain sont le plus souvent amenés à prendre parti tantôt pour les uns, tantôt pour les autres dans des arbitrages toujours spécifiques. Une posture en tension qui n'élimine jamais complètement les potentielles frictions, peu importe la qualité de l'outil déployé pour accompagner la coexistence. D'autant que tout le monde n'entre pas dans la dynamique de bonne foi, ou, pour le dire autrement, les acteurs qui se trouvent concernés ont bien souvent d'autres chats à fouetter...

Le blaireau est une espèce protégée en Wallonie depuis 1992. Un régime d'indemnisation des dommages aux cultures a été introduit en 1998 afin de protéger les intérêts des agriculteurs. Il y a eu une grande controverse en 2013 lorsque les dégâts ont atteint un niveau record. Les agriculteurs se sont alors tournés vers le ministre de l'Agriculture afin qu'il prennent des

mesures pour limiter les populations de blaireaux. Ce qu'il aurait probablement fait sans l'énorme opposition des associations de protection de la nature et autres experts de l'espèce qui démontrèrent que les populations stables de blaireaux n'expliquaient en rien l'augmentation des dégâts aux cultures.

Marianne Desmet, l'une de nos étudiants s'est posé la question suivante :

Comment se fait-il que le plan d'indemnisation des dommages causés aux cultures, qui vise à favoriser une coexistence pacifique entre les agriculteurs et la faune, engendre en fait des conflits et représente une menace pour la protection des blaireaux? Les chiffres sont communs, comment se fait-ils qu'ils soient interprétés différemment par différents acteurs ?

Il ne sera pas une surprise pour vous d'entendre que les agriculteurs instaurent le blaireau comme une espèce nuisible. Pour comprendre le point de vue des agriculteurs, Marianne est allée à leur rencontre et a compris alors que l'on pouvait cerner leur manière d'envisager et de définir le blaireau en tenant compte des trois éléments suivants :

Le problème de la productivité sans concession des cultures au cœur de la PAC, et le développement des monocultures de maïs notamment, particulièrement appétantes pour les blaireaux... Mais aussi pour les sangliers ! Qui font beaucoup plus de dégâts mais dont les indemnités sont en théories payées par les chasseurs, ce qu'ils font rarement en pratique...

Les dommages réels causés par les blaireaux qui ne peuvent être niés, bien qu'ils soient mathématiquement très minimes et indemnisés.

La territorialité (définie comme la place accordée à la faune sur un territoire donné) et dans une agriculture d'après-guerre fondée sur une nature totalement prévisible, maîtrisée, sans surprises. Un territoire qui exclu les nomades, où chacun reste à sa place.

Ce qui est très important dans les conclusions du travail de Marianne c'est (1) de montrer que si on ne regarde que les chiffres des dégâts, on ne peut pas instaurer un blaireau nuisible. (2) que la manière dont les indemnisations sont organisées : avec des espèces dont la région est responsable et d'autres dont des acteurs privés sont responsables amène des arrangements au dépend de la faune protégée : tout le monde (chasseurs, agriculteurs qui sont voisins) a intérêt à imputer les dégâts aux

blaireaux et s'arrange pour que ce soit comme cela alors que le problème principal des agriculteurs est la gestion des populations de sangliers...ce qui pèse sur le budget de la région et donne envie au ministre de réguler des populations qui sont pourtant modestes...

Grâce à la controverse de 2012, les experts se sont penchés sur la problématique de l'expertise des dégâts, et les mécanismes qui avaient permis que 300 000 euros de dégâts soient indûment imputés au blaireau en 2012. Cette controverse permet ainsi de comprendre que...

« Un tel régime d'indemnisation ne change rien au problème des agriculteurs puisqu'il ne s'adresse pas au problème le plus important qui est celui des dégâts de sangliers. Il représente également une menace pour la protection effective offerte, car elle rend le statut d'espèce protégée dépendant des moyens budgétaires. Il peut également rendre le statut de protection ambiguë que les agriculteurs veulent garder le régime et donc le statut, tout en appelant en même temps pour une action contre les blaireaux. » (extrait du mémoire de Marianne)

#### **4. Le mythe de la controverse comme un problème d'éducation, une perte de temps...**

Bien entendu, on peut interpréter tout cela comme une tromperie aux dépens des animaux sauvages et du budget de la région. Ou alors, on peut persévérer à essayer de cerner, de comprendre les positions différentes voire antagonistes pour tenter d'en dégager des apprentissages. La crise de 2012 et la controverse autour du statut de protection du blaireau ont indéniablement été source d'apprentissages pour de nombreux acteurs du dossier même si tout n'est pas réglé, loin de là.

Les controverses sont utiles nous dit Pierre Lascoumes. Elles sont inévitables dans nos sociétés actuelles nous dit Bruno Latour. Les pêcheurs ont un avis sur la diminution des stocks de poissons. Les apiculteurs ont un avis sur le dépérissement des abeilles. Les scientifiques ne peuvent plus se permettre de dire : « Vos idées ne sont pas scientifiques, voici la bonne explication au problème. » Ils ne peuvent plus se contenter de dire : « Voici comment vous devez considérer le loup, voici comment vous allez vivre avec sa présence. Voici sont mode d'existence idéal. » Si les scientifiques/experts se contentent de tel discours, il ne parviennent plus à faire cesser les discussions. Oui, les controverses sont inévitables, mieux, au-delà des intérêts de chaque partie, elles seraient utiles à la société.

Premièrement, les controverses attirent l'attention sur le fait que les experts n'ont pas le monopole de la connaissance. Et que le couple classique de l'expertise : scientifiques et pouvoirs publics, qui habituellement décident des normes ensemble, sans ouvertement consulter les publics concernés ne détient pas non plus le monopole des enjeux. Ainsi les controverses permettent d'explorer des enjeux nouveaux dans le territoire : comme par exemple l'enjeu de la cohabitation entre loups et élevage. Ces nouveaux enjeux impliquent des apprentissages de la part des scientifiques et des politiques qui doivent recadrer leur manière de traiter la question. Ainsi les controverses sont porteuses d'apprentissages. Pas apprentissages dans le sens plus de communication. Pas apprentissages dans le chef uniquement d'un public qui serait ignorant et à informer/sensibiliser. Non des apprentissages dans le sens d'un échange de connaissances empruntées à des modes d'expertise différents. Apprentissages dans le sens qu'elles poussent les élus à se positionner publiquement, à révéler leurs valeurs, leurs fidélités, à clarifier leurs alliances. Apprentissages dans le sens d'une évolution des relations également entre le public concerné et le reste de la population.

Si elle n'est pas étouffée trop vite, la controverse peut mener à une redéfinition commune et provisoirement stable et robuste de l'intérêt général qui va servir à construire les normes, à prendre des décisions de gestion. Ce qui fait suer les experts et les décideurs est en fait un processus que l'on peut considérer comme légitime dans nos sociétés démocratiques et très important pour la prise en compte de connaissances différentes mais pourtant bien utiles, d'enjeux différents mais suffisamment légitimes que pour soulever des publics concernés qui vont réclamer le débat. C'est accorder aux citoyens une place qui dépasse ce que l'on appelle habituellement les « sciences citoyennes ». C'est leur accorder non seulement la possibilité de produire des données qui conviennent aux chercheurs et les intéressent directement. Mais c'est aussi les autoriser à poser leurs propres questions, celles qui leur semblent pertinentes. Et les autoriser à enrichir les protocoles de recherche par leurs objections, expériences, connaissances du terrain, de la situation.

Les débats font peur mais ils n'empêchent pas l'instauration d'un vivre ensemble, bien au contraire. C'est parce qu'il y a eu de virulents débats que des bergers itinérants interviennent sur les estives en Pyrénées. On assiste alors au retour dans la montagne d'une autre espèce pratiquement disparue, celle des professionnels du gardiennage qui – en l'absence de prédateurs – avaient pratiquement disparu.

## **E. La communication ou le mythe de la transparence.**

En novembre 1992, lors d'un comptage routinier des populations de chamois, deux canidés au physique troublant ont été aperçus dans le Mercantour. Après vérification, la présence du loup est finalement confirmée. Les agents de terrain du parc mettent le magazine naturaliste dans la confidence qui porte l'affaire sur la place publique. Jusque là les autorités publiques, prévenues depuis longtemps du plausible retour du loup avait préféré éviter le sujet, s'en tenir à la discrétion. La révélation de l'information de la présence du loup dans les médias a obligé les pouvoirs publics et l'administration à réagir, à se positionner. Ce qui a mis en évidence les désaccords latents qu'ils entretenaient avec les élus locaux, les chasseurs et les agriculteurs. Le retour du loup, présence créative dans le monde social, révèle alors des positions et des fidélités différentes.

Les médias vont-ils prendre parti pour le loup ou contre ? En quoi est-ce un enjeu ? Et bien les experts et les politiques redoutent les controverses. Parce qu'ils redoutent d'avoir à apprendre et à changer, à faire bouger leur mode d'existence idéal ?

**= On informe pas les publics concernés, ce serait trop simple, non, on travaille avec eux. On apprend d'eux, de leurs histoires, de leurs connaissances. Je me souviens de mon premier entretien avec le responsable de l'équipe technique ours. Quand je lui ai demandé : quelles sont vos missions, comment définiriez vous votre métier, voici ce qu'il m'a répondu : ma mission c'est le suivi technique et scientifiques des ours bruns dans les Pyrénées et la diffusion des informations relatives au suivi. Nous définissons des protocoles de suivi pour nous produisons des rapports d'activité, nous devons communiquer de manière transparente sur ces infos. Puis, lorsque je lui demande comment se passe pour lui une journée-type de travail voici ce qu'il me répond :**

**Ce n'est pas de la communication à sens unique, c'est de l'échange, de l'apprentissage mutuel. La communication est relation. Elle vous engage. Et comme le souligne Latour, dire/raconter/écrire c'est toujours forcément trahir la réalité, la résumer, la réécrire.**

## **Conclusion**

La construction d'un vivre ensemble, dans tous les cas, a eu un coût et elle aura également un coût en RW. Et je ne parle pas du coût des indemnisations. Tout heureusement dans ce monde n'est pas encore résumable à une rationalité purement économique. C'est le coût de faire évoluer le cadrage scientifique et politique et des publics concernés sur ces questions par apprentissages mutuels. C'est le coût de devoir rendre compte, se positionner, révéler ses alliances et ses valeurs quand l'objectivité seule ne parvient plus à convaincre. C'est le coût assumé de part et d'autre quand la question qui est posée et celle de savoir comment

prendre soin/prendre parti à la fois des uns et des autres. C'est le coût d'admettre que le monde de la conservation de la nature ne peut porter à lui seul, de tout ce qui lui échappe comme par exemple la politique européenne en matière de développement agricole.

Les procédures d'indemnisation, comme les statuts juridiques rigides, figeant les animaux problématiques dans un mode d'existence idéal, entretiennent ou suscitent des antagonismes et impliquent d'être inévitablement adaptés. Les controverses publiques sont utiles nous dit Pierre Lascoumes car elles permettent une redéfinition de l'« intérêt général » qui fondent les normes. C'est ainsi que l'amiante a été interdit, que la peine de mort a été abolie, que la tragédie des communs a été considérée comme dépassée et a laissé une place même timide à la gestion communautaire des ressources naturelles. L'intérêt général n'est pas le consensus : c'est la stabilisation robuste mais temporaire d'un enjeu commun à un collectif et peu déstabilisé par des connaissances et des enjeux différents. Depuis les années 70, l'intérêt général est que le loup soit protégé en Europe. Mais il est certain que cette définition de l'intérêt général évolue avec le retour en force du prédateur.